



document

Le PARTI QUEBECOIS au service de la HAUTE FINANCE

**COMMENT LA COMPAGNIE NORANDA EST PASSEE
SOUS L'INFLUENCE DES FRERES BRONFMAN AVEC
LA COMPLICITÉ DE LA CAISSE DE DEPOT ET DE
PLACEMENT DU QUEBEC**

Deux caractéristiques majeures de notre désolant paysage économique attirent inmanquablement l'attention de tout observateur sérieux. Il ne s'agit pas de l'inflation, du chômage, des taux d'intérêts usuraires ou de notre devise chancelante.

Tous ces problèmes angoissants sont bel et bien réels, personne ne sera assez étourdi pour le nier, mais il nous semble que ces maux dépendent de deux grandes tendances de fond, de deux périls qui sont en train de nous étouffer.

ETATISME ECRASANT

Il y a d'abord l'implication croissante des gouvernements dans l'économie, une évolution néfaste des états ploutocratiques qu'encourage la Haute Finance. Elle s'est avérée par le gonflement continu de la dette publique et les étatisations qui se multiplient. Ces fléaux enchantent et la bureaucratie qui confirme ainsi l'importance de son rôle, et les financiers qui détiennent les cordons de la bourse et tirent les ficelles de la politique.

La situation est telle que le quotidien LA PRESSE titrait (5-9-1981, p. B6): "L'Etat est, de loin, le plus gros capitaliste du Canada"; il rapportait ainsi la parution de l'ouvrage GOVERNMENT IN BUSINESS par l'Institut C.D. Howe. L'auteur du compte-rendu, M. Jean Poulain, le débutait comme suit:

"Les divers paliers de gouvernement au Cana-

da ne se contentent pas, de nos jours, de dépenser 40 pour cent de la production globale de biens et services de l'ensemble des Canadiens.

Ils ne se contentent pas non plus de réglementer de mille et une façons, par des taxes, subventions, concessions, etc., les dépenses couvrant 60 pour cent du PNB qu'ils ont laissées au secteur privé.

Non, l'Etat est devenu sans doute l'entreprise commerciale la plus capitaliste du Canada, puisque l'ensemble des actifs commerciaux qu'il détient totalise \$37.8 milliards, selon les données de Statistique Canada pour l'année 1977.

Au bout d'une série de chiffres qui laissent perplexe, M. Poulain concluait:

"Bref, il est présent partout: malheureusement, il est souvent aussi, imparfait..."

Dans un article précédent (17-8-1981, p.B1), le même journaliste signalait la publication d'une étude de M. Gérard Bélanger, professeur à l'Université Laval: L'ECONOMIE DU SECTEUR PUBLIC. Selon M. Poulain, la thèse que démontre le professeur Bélanger est la suivante:

"La poursuite de la croissance du gouvernement québécois depuis vingt ans n'est pas synonyme de prospérité: il serait plus juste de dire que le gouvernement constitue un frein à l'expansion plutôt qu'un moteur de développement.

(suite page 2)

zec, au coût de \$157 millions. Ainsi, les deux familles ont vu une collaboration s'instaurer entre elles, et elle se poursuit à ce jour.

Insistons sur le fait que les Reichmann ont la manie du secret, ce qui explique que leur empire, malgré sa taille colossale, soit encore une affaire strictement privée, menée comme une petite entreprise: impossible de se procurer des actions d'Olympia & York à la Bourse! Pas question de scruter d'hypothétiques rapports annuels! Ahurissant mais pourtant vrai! On rapporte que Paul Reichmann, le stratège du clan qui évite avec soin photographes et reporters, a déjà déclaré: "Why go public and leave bankers and others directors tell us how to manage our own money?" (3) Il est néanmoins notoire que la Banque de Montréal et la Banque Canadienne Impériale de Commerce sont les fournisseuses empressées des Reichmann en argent frais (ce sont les mêmes institutions qui viennent de prêter aux Belzberg, notez bien)...

Olympia & York a commencé à faire du bruit en acquérant Block Bros. Industries Ltd. de Vancouver, en 1978 —une compagnie qui n'avait rien d'israélite en dépit de son nom. Puis, il y eut la prise de English Property Corp., la société-mère de Trizec, en 1979. En 1980, les Reichmann versèrent la bagatelle somme de \$850 millions pour obtenir 50.1 pour cent de Brinco Ltd., consortium jusque là relié aux Rothschild britanniques. À l'automne, ils jouèrent ensuite un rôle crucial dans la guerre pour la possession de la première société de fiducie du Canada, Royal Trustco Ltd., contribuant à en bloquer la prise de contrôle par le Canadien français Robert Campeau. Les Reichmann sont désormais les plus gros actionnaires du "Royal", avec 23 pour cent, et leurs associés de Trizec, Edward et Peter Bronfman, suivent avec 17.4 pour cent, détenus par l'entremise de Brascan Ltd. Remarquons que la confrérie de spéculateurs reçut l'aide de la Banque Canadienne Impériale de Commerce et de la Banque Toronto-Dominion dans la manoeuvre. Le plus choquant dans cette affaire est que les cadres anglo-saxons du "Royal", lorsqu'ils repoussaient l'offre de M. Campeau, arguaient qu'ils ne voulaient pas qu'un actionnaire dépasse les 10 pour cent. Or, comme Brascan Ltd. a exprimé l'intention de grimper à 20 pour cent, la coterie sioniste Bronfman-Reichmann va cumuler bientôt 43 pour cent des actions de la firme. Ses cadres, si braves face à M. Campeau, sont désormais dociles comme des chiens fidèles face à leurs nouveaux maîtres. Ils l'ont prouvé récemment lors de l'achat de Flagship Banks Inc., de Miami, en effectuant la transaction de manière à ce que la participation des Bronfman et Reichmann ne subisse pas de baisse.(4)

Au début de 1981, Abitibi-Price Inc. est devenu l'objet de la convoitise des Reichmann. Olympia &

York en possédait une bonne portion avant août 1980, mais quand la lutte pour le contrôle du plus grand producteur de papier au monde s'est dessinée, ils n'ont pas hésité à y entrer de plein pied. Ils y ont démontré qu'ils avaient les reins plus solides que, entre autres, Thomson Newspapers Ltd. —incroyable mais vrai! —, dépensant \$560 millions pour 94 pour cent des actions. Ajoutons qu'au printemps de cette année, les Reichmann détenaient en plus 20 pour cent de MacMillan Bloedel Ltd., la plus importante compagnie forestière canadienne, cela grâce à la British Columbia Resources Investment Corporation, une société de la Couronne... Ils ont depuis réduit leur part de moitié. Mais est-ce que cela change beaucoup de choses, puisque l'actionnaire majoritaire de "MacBlo", Noranda Mines Ltd., a été absorbé par les Bronfman (comme nous le verrons plus bas)?

Après avoir accompli ces exploits, les Reichmann se sont amusés à quelques menues opérations boursières: rafle de 5.3 pour cent de Bow Valley Industries Ltd.(5), de 5.9 pour cent de Hiram Walker Resources Ltd. (ce qui représente une valeur de \$130 millions...), de 10.1 pour cent de Canada Northwest Land Ltd. (valeur de \$26.3 millions). Toutes ces entreprises sont impliquées dans le pétrole. Les Reichmann caressent-ils de grands projets dans ce domaine? Un avenir prochain nous le dira, puisqu'ils disposent apparemment d'une capacité financière illimitée...

LES BRONFMAN.

Quant aux Bronfman, il n'est pas dans notre dessein d'exposer ici leur sinistre épopée. Cela exigerait un espace considérable dont nous ne disposons pas, et leur histoire est d'ailleurs plus familière que celle des deux clans précédents. On pourrait même se demander si leur légende, tant popularisée, n'a pas servi de commode écran pour les agissements de leurs riches coreligionnaires, à l'instar de celle des Rothschild en Europe. Ce qui expliquerait peut-être que les Reichmann aient été en mesure de demeurer dans l'ombre si longtemps.

Quoi qu'il en soit, notre but est de nous concentrer sur la honteuse "affaire Noranda" —misérable épisode de déchéance pour les Canadiens où le gouvernement péquiste s'est fait le complice des appétits de Peter et Edward Bronfman.

Les pions furent posés sur l'échiquier en 1979. Au cours du printemps, Edper Equities Ltd., la compagnie de Peter et Edward Bronfman où est associé Jaime Ortiz-Patino comme partenaire minoritaire (34 pour cent), arracha à John H. Moore le contrôle du conglomérat Brascan Ltd. L'ex-président du conseil d'administration de Brascan, après le coup dont il fut victime, a été décrit ainsi par Peter Newman (un "cousin" des Bronf-

n): "More personifies that vaguely endangered species of high-caste Anglicans who still graze in the tranquil pastures of London, Ontario." (6) Cette vision est parfaitement justifiée au regard des événements.

Dès la fin de mars, les frères Bronfman détenaient environ 1.3 million d'actions de Brascan, obtenues pour \$30 millions, et qui en faisaient les plus grands actionnaires.

Moore, pour sa part, disposant de quelque \$450 millions provenant de la vente d'actifs brésiliens de sa compagnie, décida avec ses collègues de tenter d'acheter la chaîne de magasins F.W. Woolworth Co. — ce qui aurait représenté la plus grosse transaction jamais réalisée sur une Bourse américaine (\$1.3 milliard). Le même 6 avril où le conseil se prononçait en faveur du projet, les Bronfman faisaient connaître à chacun de ses membres qu'ils entendaient acquérir Brascan pour \$328 millions, en les intimant de ne pas toucher à Woolworth.

Il s'ensuivit une guérilla judiciaire pendant laquelle Edper en profita pour grappiller des blocs d'actions au fil du temps. Des "investisseurs" en désaccord avec la gestion de J.H. Moore, Max Tanenbaum et Andrew Sarlos en tête, vendirent aux Bronfman, bientôt suivis par Paul Desmarais, Harrison McCain, Ralph Medjuck, Charles Orenstein et le cousin Charles Bronfman... Au bout de trois mois, Moore s'inclinait, et c'est l'entremetteur Ed- dy Goodman qui présidait aux modalités de sa capitulation.

Il est intéressant de noter que Moore a pensé à une certaine tactique pour se défendre (sans qu'elle ne réussisse):

"It was Keenan (conseiller de Patino) who discovered during a flash trip to The Hague, through London financier Sir James Goldsmith, that Noranda and Brascan were negotiating a defensive share-swap. (7)

Ce fait n'est pas à négliger étant donné ce qui est arrivé après...

Un autre élément remarquable: le rôle joué par la Banque Canadienne Impériale de Commerce — encore elle! Bien que trois membres de son conseil d'administration (le président Russell Harrison, Alex MacIntosh et même John H. Moore) l'aient été également de celui de Brascan, la banque ne se dépêcha pas de prêter à Brascan pour l'acquisition de Woolworth. Brascan fit ensuite des démarches inutiles du côté de la Banque Royale et de la Deutsche Bundesbank, pendant que les Bronfman marquaient des points, pour voir finalement la B. C. I. C. se résoudre à avancer des fonds... La tergiversation a indubitablement bénéficié à Edper.

Terminons ce sombre chapitre en signalant que Woolworth, que Brascan n'a pas acheté, conformément à la volonté des Bronfman, est tombé aux mains de Loews Corp., l'immense consortium dirigé par Laurence et Preston Tisch, deux sionistes "américains" du même calibre que les Bronfman. Curieuse coïncidence et bizarre dénouement: ce qui aurait été un mauvais placement de la part de John Moore est brusquement devenu une brillante opération pour les frères Tisch!

SUS A NORANDA!

Donc, au moment où Brascan est capturé par Edper, il s'agit d'une firme diversifiée qui regorge de liquidités. Les Bronfman, forts de cette caisse bien garnie, partent à la recherche d'une nouvelle proie. C'est Noranda Mines, comme par hasard.

Les Bronfman se mettent à accumuler les titres de la compagnie disponibles sur les places boursières, parviennent à devenir actionnaires majoritaires, mais échouent à prendre le contrôle. Que s'est-il passé? Le président de Noranda, Alfred Powis (et son vice-président exécutif Adam Zimmerman) a été plus rusé. Ayant émis des millions de nouvelles actions, Noranda les a fait acheter par Zinor Holdings Ltd. qui regroupe les cadres de Noranda et dont les fonds proviennent des différentes filiales de Noranda! Le gambit financier de \$266 millions fit baisser la proportion de Brascan, lui soutirant la première position. Les hauts cris de Trevor Eyton, le factotum des frères Bronfman, n'y changèrent rien, et aucune commission de valeurs mobilières n'osa réprimander Powis et Zimmerman à partir des arguments de Brascan. Et de 1979 à ces dernières semaines, Brascan se contenta du rôle de deuxième violon au sein de Noranda, sans un seul représentant à son conseil d'administration.

Le 25 avril dernier, le prestigieux hebdomadaire économique torontois, THE FINANCIAL POST, traçait un bilan de Brascan:

"Brascan Ltd., the one-time Brazilian utility taken over by Edgar and Peter Bronfman in 1979, has turned itself from a troubled, difficult-to-manage multinational into one of Canada's most aggressive, most successful management companies. Now more than 50 p.c. held by Edper Equities Ltd., a holding company for the Bronfmans and Bolivian tin heir Jaime Ortiz-Patino, Brascan today owns 84 p.c. of Western Mines Ltd. (called Westmin since April 8), 15 p.c. of Consumers Glass Co., 14.9 p.c. of Royal Trustco, 12 p.c. of Noranda Mines, 42 p.c. of John Labatt, 30 p.c. of London Life Insurance Co., and 20.5 p.c. of its latest purchase, Philadelphia-based Scott Paper Co. (8)

Après avoir démontré l'impressionnante rentabilité du conglomerat avec force statistiques, le jour-

QUI EST RESPONSABLE?

Maintenant, il ne suffit pas de blâmer "la Caisse": parce que, au sein de cette créature de l'Etat SE TROUVENT DES RESPONSABLES que nous allons nous empresser de dénoncer! D'abord, qui au juste fait partie du conseil d'administration de la Caisse? Reportons-nous à son dernier rapport annuel, page 9. En février 1981, étaient administrateurs:

Jean CAMPEAU, président du conseil et directeur général;
 Claude LEGAULT, vice-président du conseil et président de la Régie des rentes du Québec;
 André MARIER, président de la société québécoises d'initiatives agro-alimentaires (SCQUIA);
 Fernand PARE, directeur général de la Solidarité, Compagnie d'assurance sur la vie;
 Pierre PELADEAU, président de Québecor Inc. (un nationaliste modèle, selon l'opinion populaire);
 Gaston PELLETIER, président-directeur général de la Société de Fiducie Lombard-Odier;
 Alfred ROULEAU, président et chef de la direction de la Confédération des Caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec;
 Louis LABERGE, président de la Fédération des travailleurs du Québec (il occupe ce siège depuis 1970 sans interruption —singulier, pour ennemi mortel du "système" et du régime Bourassa!);
 Michel CARON, sous-ministre des finances;
 Richard BEAULIEU, juge et président de la Commission Municipale du Québec;
 Georges LAFOND, trésorier d'Hydro-Québec.

Les trois derniers sont seulement membres adjoints et n'ont pas droit de vote. Ajoutons qu'il y avait un siège à pourvoir à la date indiquée.

Nous estimons qu'il faille augmenter cette liste des noms d'une partie du personnel de direction, sans le travail duquel la décision de secourir ces "pôvres" Bronfman n'aurait pu être prise:

Marcel CAZAVAN, conseiller spécial du p.d.g.; Pierre DUFRESNE, conseiller, investissements en actions; Philippe GIRARD, chef du service de la recherche, investissements en action; Reynald HARPIN, conseiller en analyse quantitative, investissements en actions; Raymond R. LACOURSE, directeur, investissements en actions; Serge LECLERC, conseiller, planification des investissements; Pierre MAYER, directeur des études économiques et économiste en chef.

Et qui est membre du conseil d'administration de Ressources Brascade Inc.?

"La participation de la Caisse dans Brascade lui a donné le droit de désigner trois des onze adminis-

trateurs de la compagnie. Les trois représentants de la Caisse sont MM. Marcel CAZAVAN, conseiller spécial du président, qui a été élu vice-président du conseil de Brascade, Jean LABRECQUE, directeur général-adjoint, valeurs à revenu fixe, et Jean-Claude SCRAIRE, ex-chef de cabinet du ministre de la Justice, Marc-André Bédard, et maintenant conseiller juridique à la Caisse.

Du côté de Brascan, les administrateurs délégués au conseil de Brascade sont MM. Trevor EYTON, élu président du conseil et nommé chef de la direction de Brascade, Jack COCKWELL, vice-président senior et chef du contentieux, A. William FARMILLO, vice-président exécutif, et Robert P. SIMON, vice-président et trésorier, tous des cadres dirigeants de Brascan. A ces noms s'ajoutent ceux de trois hommes d'affaires ne provenant pas de la direction de Brascan. (9)

Faut-il viser encore plus haut pour trouver des responsables? A notre avis, oui.

IL Y A DU PARIZEAU LA-DESSOUS

Il est hors de question que l'union indécente de la Caisse avec Brascan ait pu se réaliser sans la bénédiction du gouvernement péquiste. Par exemple, on se sera aperçu de la présence de l'ex-chef de cabinet du ministre Bédard dans le conseil de Brascade.

Mais il y a davantage. Théoriquement, la Caisse est indépendante du gouvernement. Toutefois, lorsqu'elle dépose son rapport annuel à l'Assemblée Nationale, c'est par l'entremise du ministre des finances. De plus, en vertu de sa charte, article 6, son conseil d'administration inclut d'office le sous-ministre des finances, qui, s'il n'a pas droit de vote ("membre adjoint"), n'en sert pas moins de lien avec le gouvernement et d'agent d'influence de son ministre. Ce rôle est tenu par Michel Caron, qui se l'est vu allouer en 1977. En outre, le premier alinéa de l'article 38 est libellé de la sorte:

"Chaque membre du conseil d'administration de la Caisse doit, lors de son entrée en fonctions et annuellement par la suite, communiquer au ministre des finances et au conseil d'administration la liste des intérêts qu'il détient dans des compagnies de même que la liste de tels intérêts que détient son conjoint avec un relevé de toutes opérations ayant modifié ces listes dans le cours de l'année."

Que le gouvernement péquiste, et plus particulièrement le ministre Jacques Parizeau, pèsent de tout leur poids sur le fonctionnement de la Caisse est franchement un secret de polichinelle. Les observateurs de la scène politique se souviennent bien de la démission fracassante de M. Eric Kierans du conseil d'administration lors de la campagne réfé-

rendaire: celui-ci invoqua les orientations douteuses que le ministère des finances inspirait à l'institution. Et aussi, quelques jours avant le vote du 20 mai 1980, on a pu entendre un reportage à Radio-Canada (CBF 690) selon lequel les péquistes envisageaient d'utiliser la masse financière que représente la Caisse au cas où ils auraient extorqué un "oui" au peuple: au moment des supposées négociations sur la "souveraineté-association", ils en auraient assommé le gouvernement fédéral pour nous mener à la séparation.

La manipulation de la Caisse par Jacques Parizeau est devenue flagrante au fil de la récente crise des Caisses d'entraide. En effet, il a été possible de lire dans LA PRESSE que:

(...) dans sa lettre jusqu'ici confidentielle au président Justin Dugal des Caisses d'entraide, le ministre Parizeau donne son accord au Plan de relance à certaines conditions, dont le dépôt "d'une partie des liquidités auprès de la Caisse de dépôt et placement" qui jouera ainsi un peu un rôle comme celui de la Banque du Canada et de l'Association canadienne des paiements à l'égard des banques à charte et du Mouvement Desjardins notamment. (10)

Tout cela n'est guère surprenant, puisque la Caisse, née en 1965, a été engendrée par le technocrate Jacques Parizeau! (11) Et Parizeau siège également à son conseil d'administration de 1966 à 1968, alors qu'il était conseiller économique et financier du Conseil des ministres du Québec...

Donc, pour reprendre le mot du chroniqueur Hugh Anderson, "All Quebecers are in bed with the Bronfmans" (12), par la volonté du "nationaliste" Jacques Parizeau et du parti renégat de René Lévesque!

Il paraît que Trevor Eyton faisait des démarches auprès de la Caisse depuis plus d'un an et demi, soit avant la nomination de Jean Campeau au poste de p.d.g. le 1er mars 1980. Que la Caisse n'ait conclu l'alliance que récemment s'inscrit dans un contexte particulier.

UN "BON GOUVERNEMENT" A MAUVAISE GESTION

Sous le "bon gouvernement" du P.Q., la situation économique du Québec est des plus précaire qu'on ait jamais connue. Le "magicien" Parizeau doit recourir à tous ses trucs d'illusionniste pour conserver le mythe du "bon gouvernement" qui permet au P.Q. d'avoir la sympathie populaire. Le déficit budgétaire québécois crève le plafond des \$3 milliards et le gouvernement devra emprunter \$2.2 milliards — en partie pour défrayer les dépenses courantes, ce qui est très malsain. Des "trucs" sont découverts les uns après les autres dans les bilans des mi-

nistères et des agences gouvernementales; le fameux "trou" d'un demi-milliard à l'Éducation serait rendu maintenant à \$625 millions. (13)

Le gouvernement péquiste se débat en peine panique: l'argentier Parizeau pressure l'Hydro-Québec pour éviter d'augmenter les prélèvements fiscaux directs et multiplie les compressions dans les dépenses sociales.

C'est dans cette conjoncture que des institutions gouvernementales comme la Caisse de Dépôt et Placement se lancent dans des entreprises plus ou moins hasardeuses; en tout cas, la Caisse assume le déshonneur d'épauler les monopolisateurs Bronfman. Parce que nous avons été tellement mal administrés ces dernières années, il faut que l'État devienne partenaire de ces financiers mondialistes pour qui le Canada est terre de cocagne mais dont le cœur ne bat que pour Israël, dans l'espérance de regarnir son portefeuille.

UNE REACTION INATTENDUE

Y a-t-il eu des réactions à ce quasi-scandale? Assez curieusement, c'est seulement dans THE GAZETTE que de l'intérêt fut manifesté, en page éditoriale, pour ces développements. Avec passablement de retard, le 25 août, l'éditorial "Pensions put at risk" critiquait la senteur politique qui imprègne désormais l'administration de la Caisse. La formation de Ressources Brascade Inc. n'y était que citée en passant:

"More recently, the Caisse has joined with private partners to seek effective control of Noranda Mines Ltd. in Toronto. And last week it announced a similar partnership, this time with the Quebec government's Société Générale d'Investissement, had effective control (42 per cent) of Domtar Inc., the pulp and paper giant. (14)

C'est Domtar, "bastion anglo-saxon" de vieille tradition, qui a l'air de tracasser THE GAZETTE, pas la concentration des richesses chez les Bronfman, qui ne sont pas désignés nommément (serait-ce parce qu'ils sont anglophones?). Domtar est tellement irritant que le journal publiera un autre éditorial à ce sujet le 27 août ("Make Caisse obey rules"). Quand la fierté anglo-saxonne s'égare!

INFAMIE BANCAIRE

Et précisément, l'accaparement final de Noranda — un des beaux fleurons de l'establishment anglo-saxon — par la plus célèbre famille sioniste du Canada constitue un symptôme éloquent de l'effondrement moral autant canadien-français que canadien-anglais. Nous posons cette affirmation en revoquant les étapes subséquentes à l'annonce du pacte Brascade-Caisse de Dépôt.

Chacun s'attendait à ce que Noranda opposât une parade à la charge des Bronfman et de leur valet québécois, ou que la compagnie trouvât un "White Knight" qui vienne la rescaper in extremis. L'establishment anglo-saxon viendra-t-il à la rescousse d'Alfred Powis, le tout-puissant président de Noranda Mines"? s'interrogeait Normand Lassonde. (15) Malgré le pessimisme exprimé en quelques milieux (voir THE WALL STREET JOURNAL, 24-7-1981, p.6), d'aucuns anticipaient que Jay Street serre les coudes et repousse les deux neveux du trafiquant de gnôle (16) Sam Bronfman...

C'est exactement le contraire qui est survenu!

"Huit grandes banques canadiennes — dont les deux banques associés au groupe Noranda — ont accepté d'avancer \$1 milliard à la firme Ressources Brascade Inc. dans le but de prendre le contrôle de Noranda. (...)

C'est un coup de maître qu'ont réalisé les dirigeants du tandem Brascade-Caisse de Dépôt en incluant dans le consortium bancaire les deux banques de Noranda: la Banque (Canadienne Impériale) de Commerce et la Banque Toronto-Dominion. Neuf des plus importantes maisons de courtage canadiennes formeront le groupe de courtiers commanditaires. (16)

LA PRESSE précisait (p. D3) que l'octroi des créances était mené par la Banque de Montréal et comprenait les six premières banques à charte canadiennes.

Le monde bancaire canadien, contrôlé par des financiers sans frontières, s'est courbé bien bas devant sa majesté la bande Bronfman...

Le dénouement inévitable fut connu le 14 août: Noranda se résignait à céder 12.5 millions d'actions, en permettant ainsi à Brascade de contrôler 37 pour cent des titres de la firme. Le président Powis cessait d'être seul maître à bord et devra côtoyer les hommes des Bronfman à son conseil d'administration.

ET ENSUITE? ...

L'exposé copieux que vous venez de parcourir, malgré son souci de froide exactitude, est plutôt un cri.

Un cri de dégoût, face à la trahison de nos supposées élites, un cri de révolte devant le déclin que notre nation subit à cause du capitalisme apatride.

Nous espérons ardemment que ce cri qui vient de retentir soit entendu comme un signe de ralliement, qu'il puisse réveiller de plus en plus de nos compatriotes et qu'ensemble, nous puissions re-

donner la maîtrise de notre économie à des nationaux. Que rénové par le CORPORATISME, le système soit résolument au service du peuple canadien et assure son bien-être. Nous aurons l'occasion de discuter ultérieurement les conditions de cette renaissance, mais en attendant:

NOUS AVONS BESOIN DE VOUS pour combattre les forces des ténèbres, pour éliminer les miasmes de la sociale-démocratie matérialiste, pour libérer le Canada de la Haute Finance internationale, de la franc-maçonnerie, du communisme et marxisme athées.

POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE OCCIDENTAL!

POUR LA CIVILISATION CHRETIENNE!

Vous, amis lecteurs, ne croyez pas être membres du Parti de l'Unité Nationale du Canada du seul fait de votre abonnement à la revue SERVIAM! Demandez une formule d'adhésion, prenez-en connaissance, remplissez-la et nous la retourner. Par la suite, vous pourrez devenir membres et être promus au rang de militant!

Nicolas de l'ISLE

- (1) The Gazette, 11-7-1981, p. 38.
- (2) The Wall Street Journal, 24-7-1981, p. 6
- (3) The Montreal Star, 7-3-1979, p. D1
The Wall Street Journal, 5-5-1981, p.33
- (4) The Gazette, 21-7-1981, p. 39
- (5) The Wall Street Journal, 21-7-1981, p. 41. Cette compagnie pétrolière a fait de l'exploration au Vietnam communiste. Selon The Financial Post 500, 6-1981, p.87, Cemp Investment possédait 11 pour cent de Bow Valley, et les frères Seaman de Calgary 16 pour cent.
- (6) Maclean's, 9-7-1979, p.31.
- (7) Ibid., p. 35
- (8) "Bullish Brascade building a broad base", p.5; The Wall Street Journal, 21-8-1981, p. 5, indique que Edper Equities Ltd. possède 48 pour cent de Brascade.
- (9) Les Affaires, 22-8-1981, p.3
- (10) 25-8-1981, p. B1.
- (11) "(...) Parizeau, qui était, selon l'un des hauts fonctionnaires de l'époque, sûrement l'une des sources majeures du projet, sinon LA source, (...)" L'actualité, 11-1979, p.55.
- (12) The Gazette, 8-8-1981, p. 55
- (13) "Finances PQ", La Presse, 17-8-1981, p. A7
- (14) L'éditorialiste anonyme a commis une erreur: il aurait fallu écrire "Société Générale de Financement".
- (15) Les Affaires, 1-8-1981, p.23
- (16) Peter Newman "La dynastie des Bronfman p.119.
- (17) Le Devoir, 5-8-1981, p. 9